Les Nouvelles de Loire-Atlantique

Mensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

Pour tout Renseignement 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1003 | 11 avril 2016 | prix : 0,70 €

Transformer notre colère en arme de construction massive !

Le débat sur la déchéance de nationalité et l'état d'urgence, la modification des règles de la campagne pour l'élection présidentielle attaquant le respect d'un pluralisme déjà malmené, ainsi que la surdité au mouvement populaire contre la loi travail, laissent apparaitre un pouvoir isolé, à bout de souffle, ne reculant devant aucune manœuvre pour préserver ses intérêts et ceux de ses soutiens patronaux.

C'est dans ce contexte que les révélations dévoilée par le scandale « Panama Papers » tombent avec plus de 25 000 milliards d'euros de fraude fiscale, soit quinze fois le PIB de la France. Significatives des méfaits d'un capitalisme débridé et organisé pour pousser l'exploitation à son niveau maximum, cette actualité brûlante vient nous rappeler qu'il nous faut nous donner des moyens conséquents pour lutter contre ce casse du siècle.

Face à cette salve inouïe de mauvais coups les 1 200 000 jeunes et salarié-e-s qui ont défilé le 31 Mars dans 260 lieux en France, font la démonstration des possibles de cette période contradictoire. Plus les jours passent et plus la colère déborde du simple refus de la loi travail. Elle s'exprime dans la rue, dans les amphithéâtres, les entreprises, les lycées, les assemblées générales et désormais sur les places publiques de grandes villes de France. **L'élévation de la température sociale se ressent à l'extension et à la modification du domaine de lutte. Combat devenu « symptôme », « catalyseur », « symbole » d'une défiance bien plus profonde. Si le retrait du projet demeure le mot d'ordre, il est désormais le socle d'une bataille plus vaste,** dont l'émergence des « Nuits debout » est la partie la plus visible.

Le rôle du parti communiste, du camp progressiste, est d'autant plus crucial pour transformer la colère, cette opposition, en force de construction massive capable de renverser l'ordre conservateur établi et faire échouer le scénario catastrophe d'une société structurée par les peurs, la compétition et l'exploitation. **A nous de saisir, partout, et toujours, l'opportunité de développer nos propositions, nous renforcer, diffuser notre parole politique, agréger le maximum de forces** pour construire dans le rassemblement les perspectives politiques de progrès dont les Français ont besoin.

Robin Salecroix

USA : Bernie Sanders

La politique US vit-elle une révolution ? 2

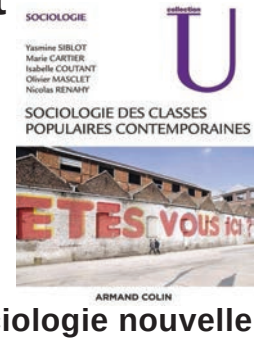
Législative partielle

Pour résister et gagner une vie meilleure, le bulletin de vote communiste 3

STX : 4 Millards d'€

Commande monstre pour les chantiers 5

Débat



Une sociologie nouvelle des "classes populaires" 6

Super Pif

Le retour du gadget 8

Islande : les « Panama papers » provoquent la chute du Premier ministre

La publication de documents en provenance du Panama a fait **une première victime politique en Islande**. Le Premier ministre, qui était cité parmi une liste de 128 personnes, pour avoir ouvert une société avec sa femme dans un paradis fiscal, a dû démissionner. **L'opposition et la rue se sont d'autant plus indignées, qu'il s'était fait passé pour le « Monsieur propre » qui allait nettoyer les banques en 2008.**
Rappelons que la « révolution des casseroles » avait mis un terme à la situation de dépendance de l'Islande vis-à-vis de banques étrangères. Une grande majorité d'islandais refusant de rembourser par leurs impôts les avoirs d'épargnants néerlandais ou britanniques. **Pour autant le président, digne représentant de l'oligarchie islandaise, cherche encore à gagner du temps, en refusant la dissolution du parlement.** Le parti pirate, issu de la révolution de 2008 était crédité, avant ce scandale, de 41 % des intentions de vote.

L'actualité internationale

La vie politique nord-américaine est-elle en train de vivre une révolution ?

Début mars, Le Monde voyait déjà «la fin de sa belle histoire» face à la voie royale d'Hillary Clinton. Début avril, le sénateur Bernie Sanders remporte de plus de 10 points le score du Wisconsin (56% / 44%), après avoir gagné très largement (jusqu'à 80% des voix) les 3 primaires de l'Ouest. Personne ne croyait à sa percée fracassante. Certes, Clinton conserve une marge confortable de plus de 200 délégués estimés, dans les élections à venir. Mais la campagne se termine en juillet, rien n'est écrit et là n'est pas l'essentiel. **La candidature de Bernie (74 ans) brise un tabou de la politique américaine en remettant le socialisme au goût du jour. Il porte un coup au recentrage du parti démocrate entrepris par Bill Clinton au début des années 90.**
Comment au pays de « la peur des rouges », du maccarthysme et de la domination des idées reaganiennes, peut-il emporter l'assentiment des nouvelles générations ? **Pour les jeunes américains, après la crise de 2007/2008, la propagande antisocialiste paraît désuète. Le socialisme évoque d'avantage le modèle européen de l'Etat-providence et singulièrement celui de la France, que celui de la société soviétique.**
Hier, l'immensité géographique du territoire et le peuplement par vagues venues d'Europe, a favorisé l'appartenance à une communauté d'origine, au dépend de la conscience de classe. **On vient aux Etats-Unis pour réussir. Ce désir de promotion individuelle rend problématiques des alliances de solidarité.**
Cependant on oublie qu'en 1910 il y avait plus d'élus du Parti socialiste américain que d'élus travaillistes en Grande-Bretagne. D'ailleurs, Sanders se réclame d'Eugène Debs dont il a une photo dans son bureau (il avait recueilli 6% des voix à la présidentielle de 1912).

Dans un pays où l'électorat s'abstient à plus de 40%, Sanders réveille l'intérêt pour la politique par un langage de vérité : **élévation des consciences par la clarté idéologique et la mobilisation de la population. Il réhabilite la politique en faisant apparaître les véritables antagonistes. D'entrée il pose le diagnostic de la société américaine** : explosion des inégalités, corruption du processus démocratique par l'argent, emprise grandissante des oligarchies. **Après, le dialogue s'en suit et vient ses propositions.** Il pose les problèmes en terme de droits : droit à la santé avec un vrai système de protection universelle, droit à l'éducation avec la gratuité des études supérieures, droit à un salaire décent avec le Smic à 15 $ de l'heure.
Au-delà de son programme plus progressiste que tous les autres, Sanders croit vraiment en la révolution politique. Il a en perspective, l'organisation et la mise en action des électeurs, qui doivent bousculer les immobilismes du Congrès.

Quoi qu'il arrive désormais, la campagne du sénateur a catalysé les évolutions progressistes de l'opinion publique. Ses scores en attestent. Par ailleurs il a prouvé qu'il était possible de mener une telle campagne, en la finançant que par des dons individuels de millions de petits souscripteurs.

Si ce n'est pas lui, cette fois ci, ce sera quelqu'un d'autre, un latino, une femme... Sanders aura semé les graines d'une mutation possible. Quelle que soit l'issue des primaires démocrates, il tient déjà sa victoire: avoir donné une voix nouvelle à la gauche américaine.

2016 : la reprise libérale en échec doit laisser la place à une relance !

Sommes-nous arrivés à la fin d'un cycle libéral ?
La « reprise » annoncée se traîne en langueur. L'échec des politiques mises en œuvre depuis 2008, s'ajoute à un rejet des populations qui ne veulent plus, ni subir, ni attendre. La recherche d'alternatives est plus que jamais à l'ordre du jour.
Dès le début de 2016, le FMI et la banque mondiale conscients des risques politiques, tiraient le signal d'alarme (NLA n° 1000). Ces derniers mois, l'effondrement des cours des matières premières, du pétrole, la volatilité des marchés boursiers, Shanghai en tête, le surendettement croissant des pays émergents, débouchent sur une instabilité croissante et renforce l'inquiétude. **Certains prédisent même une nouvelle crise financière du système, encore plus dévastatrice que celle de 2008.**
Les banques centrales n'ont cessé d'inventer de nouveaux moyens pour alimenter toujours plus les marchés financiers (plus de 1000 milliard d'euros par la BCE). Pendant que dans le même temps s'imposaient aux populations et aux territoires, toujours plus de restrictions pour atteindre l'escroquerie du postulat libéral des équilibres (concurrence accrue, réduction des coûts salariaux, remise en cause des politiques de redistribution).
Pour faire passer la pilule, que n'avait-on dit de « l'alignement des planètes économiques » : pétrole bon marché, taux d'intérêt faible, euro faible par rapport au dollar. Cette conjonction exceptionnelle était prometteuse de reprise !

Sauf que cette politique est un échec.
Elle n'a pas soutenu le développement économique. Et pour cause : les entreprises utilisent leurs profits, non pour investir, mais pour distribuer des dividendes à leurs actionnaires, ou spéculer sur l'achat des concurrents. Ce capitalisme financier nous enfonce plus dans la déflation et les taux d'intérêt négatifs. Les politiques monétaires des banques centrales, n'ont plus de perspectives. Dans l'U.E., les oligarchies ne protègent pas les pays membres, de la crise annoncée, mais au contraire ayant neutralisé depuis des décennies leurs mécanismes d'autodéfense, elles les maintiennent en état de soumission.
Devant cette impasse, les économistes y compris conservateurs, redécouvrent la relance keynésienne par la demande, une forte stimulation budgétaire et une augmentation des salaires : « pas de croissance signifie pas d'emploi et donc danger démocratique à terme ».
Inspiré par la campagne de Sanders aux Etats-Unis, le débat sur les inégalités prend de l'ampleur. La Californie porte progressivement à 15 $ le salaire horaire, afin d'éviter un référendum populaire sur le sujet. Au Royaume-Uni, le salaire minimum a augmenté de 7% et une hausse de 30% est programmée d'ici à 2020. En zone euro, seule la Grèce a été contrainte de diminuer son Smic.
Le gouvernement social-libéral d'Hollande-Valls-Macron, a un métro de retard... et de plus il roule en sens contraire de l'Histoire.

Le FMI, nouvelle tête de turc du gouvernement Grec

Alexis Tsipras en début d'année, a présenté des réformes sur les retraites, les impôts et les taxes à ses créanciers. Ces mesures sont jugées insuffisantes, notamment par le FMI qui hésite encore à s'impliquer dans le 3e plan d'aide. L'allégement de la dette grecque n'est envisageable selon le fond que si des réformes structurelles plus dures encore que celles extorquées en juillet 2015 sont mises en place.

Crise européenne des migrants: Sous-traitance sans humanité à la Turquie

L'ironie de l'histoire fait que l'Allemagne d'Angela Merkel, tant honnie par les grecs pour avoir envisagé un temps leur sortie de la zone euro, se retrouvent aujourd'hui dans la même préoccupation pour gérer l'afflux de migrants, dans l'espace Schengen.

Dénonçant le manque de solidarité de leurs partenaires européens, notamment dans les Balkans. Ils partagent pour résoudre cette crise, l'accord avec la Turquie. L'évacuation sous la surveillance des bateaux de l'OTAN a commencé le 4 avril. La population contrainte, est parfois menottée.

Pays-Bas : référendum à haut risque sur l'accord européen de coopération avec l'Ukraine

Imposé par une pétition citoyenne (plus de 400.000 signatures) au gouvernement d'Union rassemblant les libéraux et les travaillistes, ce référendum porte sur un accord signé entre l'U.E. et l'Ukraine (non membre de l'U.E.). C'est la première fois qu'un peuple européen obtient d'être consulté sur une question de politique étrangère. Les Pays-Bas est le dernier pays à ne pas l'avoir ratifié. Le résultat ne sera contraignant que si au moins 30% d'électeurs participent au scrutin (les sondages envisagent 50%).

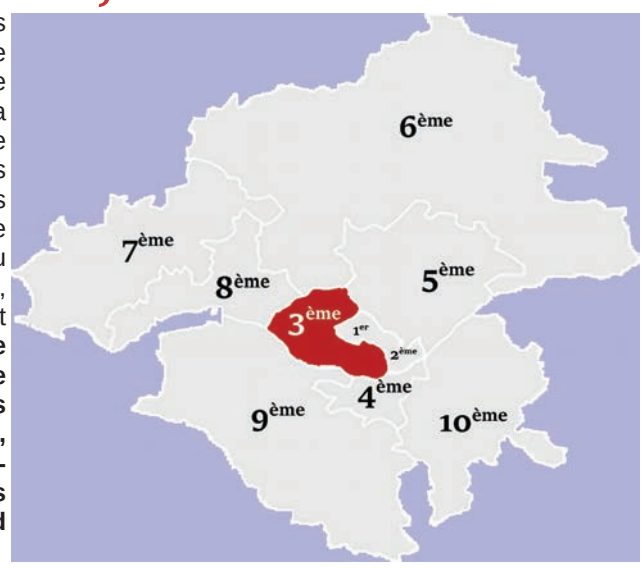
Election législative partielle des 17 et 24 avril

Réunion publique des candidats présentés par le PCF

Jeudi 14 avril
20h30
Place de l'église à Couëron

Législative partielle : Pour résister et gagner une vie meilleure, le bulletin de vote communiste

A quelques jours des élections législatives partielles sur la 3ème circonscription de Loire-Atlantique (qui concernent toute la Basse-Loire, la totalité de la ville de Saint-Herblain, Chantenay et les Dervalières à Nantes ainsi que les communes de Cordemais, de Saint-Etienne de Montluc, du Temple et de Vigneux de Bretagne), des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour **le retrait de la loi El Khomri. Ainsi; le vote pour les candidats, Gilles Bontemps et Isabelle Huchet, présentés par le Parti Communiste Français, très investi dans la lutte contre la loi travail, prend toute sa signification.**



Dans les manifestations, s'expriment fortement le mécontentement face à la politique mise en œuvre par un gouvernement. Pour Gilles Bontemps, ce gouvernement «dit de gauche» mène à s'y méprendre une politique de droite et aucun domaine n'est épargné ! La santé, le logement, l'industrie, l'énergie, les transports avec la loi Macron, les effectifs et les salaires dans la fonction publique et dans les hôpitaux, auquel il faut ajouter le développement de la précarité et du chômage, ou encore la réduction des moyens aux collectivités territoriales. Dans ce contexte il apparait clairement que d'autres mobilisations seront nécessaires pour combattre cette politique de recul social et arracher des décisions favorables et une politique de gauche. »

Les électrices et les électeurs de la 3ème circonscription auront donc un moyen supplémentaire de se faire entendre, c'est de se servir, le 17 avril, du bulletin de vote PCF pour dire stop au gouvernement et aux mauvaises décisions prises à l'Assemblée nationale. **Exiger d'autres choix en votant pour les Candidats communistes Gilles Bontemps et Isabelle Huchet.**

Il appellent à soutenir la candidature de Gilles Bontemps et Isabelle Huchet

Guy BERNARD (Conseiller Municipal de Couëron) - Yannick CHENEAU (Secrétaire PCF Basse-Loire) - Eric COUVEZ (Cadre ERDF/RTE) - Yves DEVEDEC (Salarié Airbus Syndicaliste) - Ange DRUAIS (Secrétaire du PCF INDRE) – Sandrine FLEURIMONT (Conseillère municipale de St-Herblain et métropolitaine) - Jean-Pierre FROMONTEIL (Adjoint au Maire de St-Herblain) - Wilfrid HERVE (Syndicaliste Docker Nantes) – Michel LUCAS (Ancien adjoint au Maire de Couëron) - Catherine LE DELEZY (Ajointe au Maire au Sport de Saint-Herblain) - Christian PELLOQUET (Ancien Maire-Adjoint de Couëron, Cadre territorial retraité) - Pascal PONTAC (Syndicaliste Port Nantes St Nazaire) - Marie-Claude ROBIN (Syndicaliste) - Robin SALECROIX (Conseiller Municipal de Nantes) – Dominique SANZ (Adjoint au Maire de Couëron) - Aymeric SEASSAU (Adjoint au Maire de Nantes - Secrétaire départemental du PCF) - Remy TROADEC (Secrétaire PCF Couëron) – Georges AUEREAU (Couëron) – Pierre AUGMARD (Couëron) – Marguerite AVERTY (Militante syndicaliste et associative) - Dominique BAILLON (Haute-Indre) – Catherine BARBOTEAU (Couëron) – Lucien BERTIN (Militant Syndical) – Chantal BONTEMPS (ATSEM Nantes) – Frédéric BONTEMPS (Port de Nantes électricien)- Patrice BOUTIN (intermittent du spectacle) – Daniel BROUSSAUD (Retraité Aérospatiale) – Marcel BUSNEL (Couëron) – Jean-Luc CABELLAH (Couëron) – Jean-Marie CASABURI (Enseignant retraité, Nantes) – Marcel CHAPRON (Retraité Imprimerie Carnaud) – Alain CHASSERIAU (Couëron) – Jean-Pierre CHASSERIAU (Couëron) – Sylvianne CHASSERIAU (Couëron) – Jeanine CHENEAU (Savenay) – Véronique CHEVIS (Agent d'escale compagnie aérienne) – Christophe CHEVIS (Portuaire Nantes) – Joël DENIAUD (Couëron) – Maurice DRUAIS (Président d'honneur des anciens d'Indre) – Siegfried DRUAIS (Militant PCF Haute-Indre) - Katell FAVENNEC (Conseillère Municipale de Nantes) - Michelle FOUERE – Alain GICQUEL (Couëron) – Marie-Anne GICQUEL (Couëron) – Jean-Pierre GOURDON (Couëron) – Dominique GRIVAUX (Maçon) – Yannick GRIVEAUX (Artisan retraité) – Marcel GUILLE (Militant syndical) – Jean-Luc GRIVEAU (Retraité Portuaire) – Aurélien HAMON (Responsable syndical, Indre) – Remy HASCOUET (Electricien Port de Nantes) - Yvon HUGUET (Militant syndical, Couëron)- Jean-Claude INTES (Retraité Carnaud-Crown) – Raymond LANNUZEL (Maire Adjoint Honoraire de Nantes, ancien Vice-Président de Nantes Métropole) – Alain LARGOUËT (Couëron) – Bernard LARGOUËT (Retraité Arcelor, Couëron) – Cathy LARGOUËT (Conseillère Municipale de Couëron) – David LARGOUËT (Agent de production, Couëron) – Lise LARGOUËT (Retraitée Education Nationale, Couëron) – Monique LARGOUËT (Retraitée Waterman, Couëron) – Jean-Yves LE FOCH (Militant associatif) - Janick LE FOCH-MARTINEZ (Militante associatif) – Patrick LE QUELLEC (Haute-Indre) – Emilie MAISONNEUVE (Couëron) – Jean-Yves MARTIN (Docteur en Géographie) – André MAURICE (Ancien professeur d'économie au lycée Albert CAMUS) – Eric MENET (Couëron) – Michel MONCEAU (Syndicaliste Lacroix signalisation) – Thérèse MOYSAN (Dervallières) – HENRI MOYSAN (Dervallières) – Ernest NEVEU (Dervallières) – René OYER (Ancien adjoint au Maire d'Indre) – Lucie PAIN (Etudiante, Couëron) – Gaston PEAN (Dervallières) – Ida PEAN (Dervallières) – Marie Paule PELE (Retraitée, Couëron) – Christian PETARD (Couëron) – Annie PEZERON (Dervallières) – Bernard PINEAU (Militant PCF Indre) - Brigitte PINEAU (Indre) – Josiane PRIGENT (Retraitée, Couëron) – Rhina QUIGNON (Couëron) – Henri RADIGOIS (Couëron) – Rosa RINCE (Militant PCF Haute Indre) – Gérard RINCE (Militant PCF Haute Indre) - Jacques ROUSSEAU (Président amicale des vétérans du PCF) – Renée ROYER (Couëron) – Miguel SALES (Militant syndical) – Dominique SIEDLINSKI (Couëron) – Jean-Claude SOPHRONIOU (Bellevue) - Ghislaine SOPHRONIOU (Bellevue) – Nina TILMONT(Militante Syndicale) – Jeanette TROADEC (Couëron) – Gaël TROADEC (Couëron) – Alain VENISSEAU (Lacroix signalisation) – André VILLETTE (L'étang Bernard) – Christian ZIMMER (Retraité Docker Nantes).

Notre-Dame-des-Landes : Les 8 raisons essentielles au transfert de l'aéroport

La fédération de Loire-Atlantique du PCF vient d'éditer un document de 8 pages recensant les 8 raisons essentielles au transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique vers Notre-Dame-des-Landes.

S'appuyant sur l'historique du projet, sur le positionnement des élu-e-s communistes depuis son lancement en 2000 ainsi que sur les éléments qui font l'urgence de ce transfert, le document brosse les arguments démontrant la pertinence du transfert, comme les conséquences du maintien de Nantes-Atlantique.

Difficile en quelques lignes de reprendre la totalité du document (disponible à la fédération du PCF - 41 rue des Olivettes à Nantes ou sur Internet (http://44.pcf.fr/85925) qui démontre les enjeux, en terme de développement du territoire pour la région du Grand-Ouest, en terme d'emploi (2000 emplois transférés vers NDDL et 1000 emplois supplémentaires créés à l'horizon 2025. 5000 emplois créés à Nantes-Atlantique autour d'Airbus, du Technocampus et de l'extension de l'IRT).

Un transfert qui se fait également pressant au vue de l'évolution du trafic aérien qui n'a cessé de croître (plus de 4 millions de passager en 2015, 135 jours de saturation). La préservation de l'environnement, les dessertes terrestres, les conséquences du maintien de Nantes-Atlantique, le financement, **l'ensemble des sujets faisant débat est posé et analysé dans le document qui à l'approche de la consultation du mois de juin va, non seulement, nourrir la réflexion, mais aussi porter à la connaissance du plus grand nombre les principaux éléments qui fondent le positionnement des communistes, en Loire-Atlantique.**

L'Humanité c'est nous !

Comme nombre de titres de presse, l'Humanité connait actuellement de grandes difficultés, il y a quelques semaines de cela, Patrick Le Hyaric, directeur du journal, tirait une nouvelle fois la sonnette d'alarme : « L'Humanité est en danger » écrivait-il.
Il y a donc urgence à apporter votre soutien au seul quotidien qui nationalement, relate les luttes, fait entendre la voix de ceux que l'on ne peut entendre nulle part ailleurs.

A l'heure où la loi El Khomri mobilise très fort, l'Humanité est le seul journal a avoir donné les clefs d'analyse du texte et à l'avoir publié dans son intégralité ! Il est le seul journal à mettre en lumière non seulement les combats, mais aussi les débats qui traversent le mouvement progressiste !
Parce que l''Humanité c'est nous, il faut soutenir l'Humanité : wwww.humanité.fr

37ème Congrès du PCF

PCF : Une grande consultation citoyenne

Dans les semaines à venir, le Parti Communiste Français organisera une grande consultation citoyenne.
Loin d'être un simple sondage, ou une simple prise de pouls de l'opinion, il s'agira d'une grande campagne politique dont l'objectif est de redonner la parole au peuple, d'instaurer un dialogue au moment même où la défiance envers le politique s'accentue.
Cette consultation sera aussi l'occasion de faire connaitre et de mettre en débat les propositions et les idées défendues par le PCF.
Pour se faire les communistes devront se déployer largement à la porte des entreprises, dans les lieux publics, mais aussi dans la proximité, faire de cette consultation un temps de débats dans la famille, avec les collègues, dans les lieux de vie associatifs…
Pour Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, il faut mettre en œuvre *« une discussion politique géante avec notre peuple. Nous savons le rejet de la politique, la rupture démocratique qu'ont entraîné les pratiques politiques de la droite, les reniements de François Hollande et plus généralement les dérives de nos institutions. Nous voulons y répondre en produisant et en proposant une consultation populaire permettant d'aller à la rencontre de 500 000 personnes. C'est une initiative exigeante, elle demande de se tourner avec confiance vers notre peuple et nécessitera de grands efforts militants »*

Une fois à terme, cette consultation permettra de constituer un premier acte des Etats Généraux qui seront mis en place en vue des prochaines élections législatives !

Le Calendrier du congrès

- **Mai** : Congrès de sections dans l'ensemble des sections le week-end du 21 mai et le week-end du 7 mai pour la section de Rezé Sud Loire
- **4, 5 et 6 mai** : Vote de la base commune par les adhérents du PCF.
- **14 et 15 mai** : Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique.
- **28 et 29 mai** : Congrès départemental à la Carrière de Saint-Herblain.

2017 au cœur du congrès

Depuis plusieurs semaines maintenant, les communistes débattent dans leur cellule, leur section, autour des enjeux du congrès. Ils commencent à s'approprier la base de discussion commune et quatre textes alternatifs sont parus (à l'heure où nous écrivons ces lignes). Le choix de la base commune devra se faire les 4, 5 et 6 mai prochain.
Parmi les questions en débat et les initiatives qui voient le jour se pose la question des perspectives pour 2017 sur lesquelles les communistes devront également se prononcer. Comme dans beaucoup d'endroits de France, il s'organise, en Loire-Atlantique, des réunions publiques autour de primaires de gauche dont l'objectif est de mobiliser tous les citoyens, toutes les forces qui veulent une alternative de gauche à la politique actuelle. Deux se sont tenues à Nantes et à Saint-Nazaire réunissant des citoyens non encartés, des militants communistes, des organisations du Front de Gauche, des écologistes, des socialistes opposés à la politique du gouvernement. Si l'Idée à Gauche fait son chemin, le Parti de Gauche, quant à lui vise à un dépassement du Front de Gauche autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Cette question des élections de 2017 va bien sûr continuer à être débattue, le conseil national du 15 avril prochain donnera par ailleurs de nouveaux éléments.

Le temps de l'échange

Le parti communiste a toute sa place à prendre dans la bataille idéologique

Paul Robert - Section de Nantes

Le 31 mars les françaises et français, qu'ils soient jeunes ou plus âgés, ont montré toute leur colère vis-à-vis de la « loi travail » initiée par le gouvernement. Au-delà de cette loi, c'est bien toute la politique menée par François Holande et relayée par les média dominants qui est rejetée : 40 milliards pour les patrons, pas un sou pour l'emploi, la santé, la formation ou l'éducation.
Dans ce contexte, il n'est pas question de laisser le débat politique seulement dans les mains de la droite, du parti socialiste et de l'extrême-droite. **Le parti communiste a toute sa place à prendre dans la bataille idéologique. C'est bien sûr le terrain des idées que se gagnent les batailles pour la justice et l'émancipation humaine.**
Pour participer à ces débats et aux rassemblements des progressistes, des syndicalistes et de toutes celles et ceux qui veulent une véritable alternative à gauche, le parti communiste doit pouvoir s'appuyer sur les cellules dans les quartiers et à l'entreprise. C'est bien au plus près des françaises et français que les batailles doivent être menées. Il ne s'agit pas de refermer le débat dans un cartel « d'organisations » plus ou moins visibles. Le projet dont nous allons nous doter lors de notre congrès pourra être une source de questionnements à mettre au débat dans les quartiers et à l'entreprise. Il devra nous permettre d'être plus lisible au plan national.

La proximité, un atout essentiel

Céline Sauvêtre - Section Loire et Sèvre

La politique c'est tous les jours que nous la faisons. Avec nos voisins, nos collègues, dans les associations. Avec des gens qui vivent des réalités semblables aux nôtres.
Nous avons besoin d'un militantisme de proximité. Sur notre lieu de vie mais également sur notre lieu de travail.
Notre organisation en cellule est donc primordiale.
Mais pas simple, notamment dans les territoires ruraux, d'animer une cellule où les adhérents sont disséminés dans 13 communes différentes. Pas simple de devoir faire 20 kms pour assister à une réunion ou à une initiative après une journée de boulot, de faire garder les enfants... Il y a besoin de s'interroger pour que le maximum de camarades (surtout ceux en activité) puissent participer.
Il est indispensable de garder nos cellules mais également de repenser notre organisation sur les territoires. Pour **impliquer chacun et chacune d'entre nous**, il est aussi important d'avoir les mêmes préoccupations. Nous devons prendre en compte les changements institutionnels survenues suite à la réforme territoriale pour repenser le découpage de nos cellules.
Mais la cellule va au delà de l'organisation. C'est aussi un lieu de vie, de formation, d'échanges, d'entraides, de convivialité, d'amitié, de réconfort...
La question est de continuer d'ouvrir nos portes à de nouveaux adhérents mais également de s'ouvrir aux citoyens.

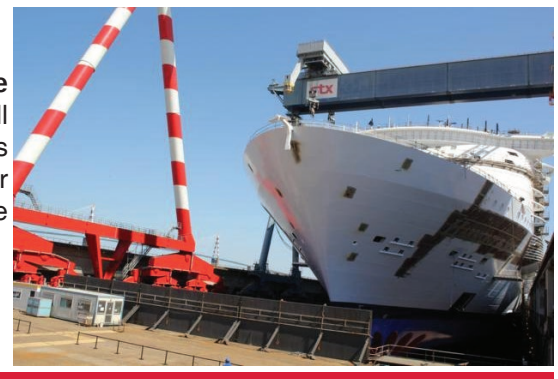
Communisme et écologie

Clément Chebanier - Section de Nantes

Notre Parti Communiste ne doit pas seulement se mettre au diapason de la « société civile » et du « monde associatif ». Il doit redevenir un acteur à part entière et porter les débats progressistes. Trop souvent ces dernières années, il s'est fait le relais de combats, certes justes, mais sans construire sa propre réflexion. De plus, opposer le terme « société civile » à l'ensemble des partis, c'est se tirer une balle dans le pied. Alors revenons aux fondamentaux, un groupe de personnes qui agit ou veut agir sur le monde qui l'entoure, cela s'appelle un parti politique et les communistes sont des citoyens comme les autres, doit-on le rappeler ?
Le PCF doit être notamment promoteur d'un nouveau projet écologique, les débats autour de l'écologie sont nombreux dans les sections et les fédérations. Mais pour moi, les communistes doivent réaffirmer leur vision qui est souvent très différente des autres partis. D'une part, l'industrie (outil de travail indispensable dans un monde moderne) n'est pas un gros mot et elle doit être libérée des impératifs capitalistes. **L'idée de croissance telle qu'imposeé par le système actuel ne peut perdurer, mais pour autant les modèles de décroissance ne sont pas progressistes !** D'autre part, le modèle écologique qui conduira à un nouveau capitalisme vert doit être rejeté. Nous devons proposer un modèle où le développement de l'humain respecte l'environnement, en sortant des logiques de profit immédiat. Et c'est ainsi que nous remettrons le communisme au cœur des débats y compris écologiques.

Commande monstre pour les chantiers STX

Le croisiériste italo-suisse MSC Croisières a passé commande le 6 Avril de **4 paquebots aux chantiers navals de Saint-Nazaire, pour 4 milliards d'euros**. Dans son intervention consécutive au Conseil des ministres, Stéphane Le Foll a confirmé que la commande représentait « un plan de charges jusqu'en 2026 » et « 3 500 emplois ». Mais quels emplois ? Dans ce cadre le combat pour l'embauche locale, digne et bien rémunéré devra continuer à s'amplifier pour permettre aux habitants du bassin nazairien et au-delà de bénéficier des retombées économiques de cette bonne nouvelle pour l'industrie de notre région !



Le social au cœur

Loi travail : mobilisés jusqu'au retrait !

Les dernières mobilisations pour le retrait du projet de loi El Khomri et l'écriture d'un code du travail du 21ème siècle ont été un véritable succès. Au soir du 31 mars près d'1,2 million manifestants dans 250 villes avec plusieurs milliers d'arrêts de travail avait pu être recensés.

Cette mobilisation est à l'image des 70% de français qui veulent le retrait de ce projet de loi. Les 40.000 manifestants de Loire-Atlantique avaient une exigence : le retrait du texte. En effet, le «désaccord persiste», a assuré William Martinet, le président de l'UNEF. «Au vu du désaccord sur le projet de loi Travail et au vu du fait que nous avons un cadre de dialogue qui, on l'espère, permettra de faire bouger les choses en positif mais pas encore d'engagements fermes, ça nous paraît très important que les jeunes restent mobilisés», a-t-il déclaré. Après l'entêtement de plusieurs semaines pour la constitutionnalisation de la déchéance de nationalité et les mesures d'état d'urgence, le gouvernement peut et doit plier.

Dans un contexte de hausse du chômage et d'explosion de la précarité, ce texte favorisera le dumping social et accentuera plus encore la mise en concurrence entre des salariés, les entreprises sur un même territoire, une même branche. Elaborer un code du travail pour chaque entreprise, créerait combien d'emplois pérennes nécessaires à la relance économique et à l'investissement ? Zéro.

La jeunesse crie partout et à raison « on vaut mieux que ça ! » avec elle, les organisations syndicales ou politiques comme la CGT ou le PCF, et les Jeunes Communistes sont très visibles dans les cortèges hexagonaux. Toutes sont disponibles pour construire ce « mieux ».

L'enjeu de la création d'un nouveau statut du travail salariés avec des droits attachés à la personne et transférables d'une entreprise à l'autre, avec une sécurité sociale professionnelle pour ne plus passer par la case « chômage » en cas de changement d'entreprises, est au cœur des propositions syndicales et politiques pour construire le code du travail du XXI è siècle de progrès.

Symptôme de cette colère qui dépasse le texte « El Khomri », les formes de rassemblement sous le mot d'ordre « Nuit debout » se sont multipliées. **Au cœur du processus de résistance à la loi travail semble ainsi coexister une réelle remise en cause d'un «système» jugé à bout de souffle.** Encore limité, ce type d'agora populaire et d'occupation de lieux publics questionne quant aux possibles de la période. Un corpus revendicatif de progrès et crédible peut-il accoucher de ces assemblées générales ? La critique du système actuel pourra t-elle s'additionner à la revendication d'une autre société ? La colère palpable se révélera-t-elle force motrice d'un changement radical ?

Force est de constater que les possibles s'ouvrent, que la mobilisation du 9 avril a également été déterminante et que l'avenir sera le fruit de nos capacités à construire collectivement des issues et alternatives politiques durables à ce libéralisme scélérat.

Il y a fort à parier que sans reculs gouvernementaux majeurs, les centrales syndicales professionnelles et étudiantes proposeront de poursuivre et amplifier l'action, les grèves, les manifestations, jusqu'au retrait de ce projet de loi et pour l'obtention de nouveaux droits sociaux.

Retraités : pouvoir d'achat en berne

L'émoi suscité parmi les salariés et les retraités par l'accord de principe signé par la CFDT, la CFTC et la CGC, sur les régimes ARRCO et AGIRC, est à la hauteur de ses reculs pour le monde du travail. Avec au programme un report de l'âge de départ en retraite d'un an, et la baisse du niveau des pensions pour toutes et tous, notamment pour les 56% de salariés qui ne sont plus en activité au moment où ils font valoir leurs droits à retraite.

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) vient par ailleurs de réaliser une simulation de cas pour estimer les pertes des futurs retraités, rapporte Le Figaro. **La note s'avère dramatique pour certains d'entre eux. D'après cette étude du COR, « un cadre né en 1959, voulant partir à la retraite dès qu'il a cotisé suffisamment longtemps au régime de base, perdra environ 14,5 % de sa pension complémentaire »**, avance le quotidien. Au fil des années et des générations, l'écart va se creuser. Pour un travailleur né en 1990, comptez plus de 17 % de pertes pour les cadres et près de 18 % pour les autres salariés. Après l'extinction du malus, au bout de deux ans, une perte, plus faible, demeurera (4,5% pour un cadre de 1959 et 8% pour la génération 1990).

Mathématiquement, le pouvoir d'achat des futurs retraités va donc se réduire. Cette « régression » pour Éric Aubin (CGT) entrera en vigueur en 2019 et devrait permettre d'économiser 6,1 milliards d'ici à 2020.

Climat social tendu à la Poste

La Syndicat Départemental de Loire-Atlantique (CGT) a fait part à sa fédération (Fédération des Activités Postales et de Télécommunications C.G.T) de la nette dégradation des relations sociales en Loire-Atlantique.
Ils constatent, en effet une réelle détérioration du dialogue dans l'établissement à l'image des engagements écrits suite aux conflits et pas toujours respectés, et des préavis qui pleuvent dans le département. Pour la CGT « les conditions de travail se détériorent et la seule réponse qu'apporte la direction est la répression ».

Les conflits locaux le démontrent comme à NANTES ROLLIN où le bureau est en grève depuis le 23 mars 2016 contre une réorganisation qui supprimerait 10 positions de travail. Suite aux divers rassemblements quelques acheminements ont pu être retardés. Plusieurs agents de Rollin ont alors reçu un courrier recommandé le 1er avril 2016 indiquant que des sanctions fermes seraient prises. Ailleurs comme à ST BREVIN, le bureau a déposé un préavis local le 31 mars 2016. Leur a été opposé un refus de la direction de recevoir la CGT dans le cadre des préavis, ce qui est pourtant une obligation légale !

Le syndicat attend donc avec impatience la rencontre avec la direction le 12 avril 2016 avec comme revendication, en premier lieu, la levée de toutes les sanctions pour les personnels concernés, et une restauration d'un dialogue social de qualité.

Le travail au noir ne connait pas la crise !

Le travail dissimulé a fait l'objet de redressements d'un montant record en 2015, à 462 millions d'euros de cotisations, selon des estimations de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale. **Outre le travail au noir, l'agence extrapole que la fraude au prélèvement social, (intégrant les cotisations de retraite complémentaire), représente entre 6,1 et 7,4 milliards d'euros** de cotisations perdues en France, soit 2 % du total perçu.

Les intermittents dans la ligne de mire du MEDEF

La troisième séance de négociation sur la future convention chômage s'est tenue jeudi 24 mars 2016.

La majorité de la séance de négociation a encore une fois été centrée sur la question des intermittents du spectacle. **Alors que la précarité coûte chaque année 9 milliards d'euros, les ruptures conventionnelles 4,8 milliards, le MEDEF, lui, est toujours obsédé par les annexes 8 et 10 qui concernent ce statut.** Il veut imposer 400 millions d'euros d'économies au secteur d'ici à 2020, ce qui conduirait de fait à la suppression des annexes spécifiques. Campé sur ses positions, le Medef a multiplié les provocations avec un texte qui compromet de fait la négociation dans la branche.

Le Medef joue la montre et refuse, depuis trois séances, d'ouvrir les négociations. Le but : amplifier le chantage vis-à-vis du gouvernement pour obtenir le maintien de la loi Travail.

A Nantes, après une assemblée générale au Lieu Unique, le collectif d'acteurs de la «culture et du spectacle» a occupé les locaux du Parti socialiste.

Après une assemblée générale qui a réuni soixante-dix personnes au Lieu Unique, Culture en marche s'est rendu au local du PS, cours des 50 otages, afin de s'entretenir avec Fabrice Roussel, Vice-président de Nantes Métropole chargé des dossiers Culture et Premier secrétaire fédéral du PS de Loire-Atlantique.

TROMELIN l'île des esclaves oubliés

CHÂTEAU des DUCS de BRETAGNE/ MUSEE d'Histoire de NANTES... Jusqu'au 30 avril 2016. Du mardi au dimanche, de 10h à 18h.

Parti de Bayonne le 17 novembre 1760, l'Utile, un navire de la compagnie française des Indes orientales s'échoue le 31 juillet 1761 sur l'île de sable (aujourd'hui île de Tromelin), un îlot désert de 1 km² au large de Madagascar. Il transporte 160 esclaves malgaches achetés en fraude, destinés à être vendus à l'île de France (l'île Maurice actuelle). L'équipage regagne Madagascar sur une embarcation de fortune, laissant 80 esclaves sur l'île, avec la promesse de venir bientôt les rechercher. Ce ne sera que 15 ans plus tard...

Cette exposition a l'ambition d'évoquer une page importante de l'histoire maritime, ainsi que la question de la traite et de l'esclavage, illustrées par ce naufrage et ses rescapés...

Culture, idées, sciences

L'Huma Café

LA QUESTION DE PALESTINE
De l'Histoire occultée des Palestiniens aux enjeux d'aujourd'hui

La question de Palestine, désormais Etat observateur de l'ONU, membre de l'UNESCO et de la CPI est un enjeu majeur des relations internationales. Lors de cette soirée sera abordée l'Histoire occultée du peuple palestinien: celle de la Nakba (la Catastrophe) 1947-1953. Puis nous éluciderons les enjeux d'aujourd'hui. Quel rôle les puissants jouent-ils ? Quelle intervention la communauté internationale doit-elle exercer. Et l'Union européenne et la France en particulier ?

Les résolutions de l'ONU s'accumulent mais la colonisation, l'occupation, la répression, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité se poursuivent en toute impunité. Le processus de paix est-il mort ? La solution de deux Etats est-elle encore possible? Où en est la société israélienne ? **Quelles pratiques de coopération peuvent-elles être menées entre nos collectivités locales, les associations et les territoires palestiniens ? Des acteurs de la solidarité feront part de leur expérience**

avec Sandrine MANSOUR
Historienne, enseignante-chercheuse au CRHIA de l'Université de Nantes
Auteure de L'Histoire occultée des Palestiniens (Privat)
vendredi 22 avril 2016
de 18 h à 20 h
au Lieu Unique - Nantes (Salon de musique)

Auteurs de BD et bibliothèque sous le même toit

Dans son numéro de Mars-Avril 2016, le numéro 56 de Place publique, traite dans son dossier de l'avènement de la Maison Fumetti, lieu dédié à la bande dessinée.

Aymeric SEASSAU est adjoint au maire de Nantes, en charge de la lecture publique et des médiathèques. Il est secrétaire départemental de la fédération de Loire–Atlantique du PCF, extraits de son entretien accordé à la revue…

Comment est né le projet ?
C'est tout simplement l'histoire d'une rencontre entre une nouvelle équipe municipale et un « milieu BD » extrêmement dynamique.
Il y avait en quelque sorte un espace à combler entre l'attractivité de Nantes où de nombreux auteurs viennent s'installer et sa politique culturelle…

Pourquoi ne pas plutôt chercher à créer un évènement: Nantes située à mi-chemin d'Angoulême avec son festival international de la BD et de Saint-Malo, avec quai des bulles…
L'idée n'est pas d'aller chercher de la lumière pour la ville en créant un évènement ou une structure. Il s'agit bien de donner les moyens aux auteurs, aux acteurs, de mieux rayonner et de mieux converger, de dynamiser cette force créative qui existe sur le territoire de la ville, structurer ensemble une proposition de rassemblement autour d'un lieu. C'est finalement cette option-là qui a été choisie et que nous n'avons fait qu'encourager, qu'accompagner, dans un milieu subissant des problématiques lourdes comme l'a révélée l'enquête sur les auteurs rendue publique à Angoulême dans le cadre des Etats généraux de la BD.

Ce soutien, comment s'organise-t-il ?
Il est apparu qu'on pourrait créer un outil nouveau rassemblant des acteurs associatifs, des auteurs et la bibliothèque municipale de la Manufacture. C'est, je crois, un objet novateur... A Nantes nous voulons la rencontre entre le service public et le monde créatif sous un même toit, en restant attentif à ce que chacun dispose de son espace d'autonomie et de souveraineté. **La Maison Fumetti** aura ses locaux et sa programmation. L**a bibliothèque municipale de la Manufacture** continuera d'exister avec une offre de prêt pluraliste,… (en vue) d'enrichir et approfondir un fonds dédié à la BD… (avec l'aide) des auteurs qui vont pouvoir conseiller et aiguiller.

Conception : Tangui Jossic. Illustrateur, Graphiste, Plasticien.

MAISON FUMETTI
BANDES DESSINÉES ET TUTTI QUANTI

Une sociologie nouvelle des "classes populaires"

Après avoir occupé une place de premier plan dans la sociologie en France, "la classe ouvrière" a disparu de ses travaux contemporains ? Dans quelle mesure "les classes populaires" ont-elles pris cette place laissée vacante ? A l'**Huma café** du 18 mars au Lieu Unique, la sociologue **Marie Cartier**, maître de conférence, chercheuse au CENS (Centre nantais de sociologie) a présenté, chapitre par chapitre, le contenu de l'ouvrage collectif Sociologie des classes populaires contemporaines, un manuel universitaire aux nombreuses références, offrant un riche index des auteurs.

Le chapitre 1 souligne le glissement qui s'est opéré en sociologie de l'étude de la "classe ouvrière" à celle des "classes populaires". Les enjeux et débats liés à l'usage de cette notion engagent cependant à réfléchir à l'unité ou à la diversité des groupes qu'elle recouvre. Le chapitre 2 dessine un "portrait de classe" à partir des données statistiques, notamment les CSP de l'INSEE, visant à établir des traits communs aux ouvriers et employés qui constituent les classes populaires. Le chapitre 3 décrit la condition sociale et professionnelle des ouvriers et des employé(e)s, en l'occurrence principalement des hommes pour les premiers et des femmes pour les secondes.

Le chapitre 4 analyse les processus de transmission du statut social hors de la sphère professionnelle, à travers les relations familiales, les rapports de genre, le rôle de l'entre-soi à l'échelle locale et celui de la distance à l'école, dans le maintien de modes de vie spécifiques. Le chapitre 5 est consacré aux pratiques culturelles et de loisirs, entre domination et autonomie, définissant une "culture populaire" actuelle.

Le chapitre 6 souligne l'ambivalence du rapport aux institutions, leur action, notamment sociale, étant un facteur de fragmentation et de clivage internes. Le dernier chapitre traite des rapports à la politique depuis la fin de la classe ouvrière, pour comprendre l'ampleur du retrait électoral et militant en milieu populaire. Comment analyser les formes de mobilisations qui s'y observent néanmoins, que ce soit au travail ou dans l'espace résidentiel ?

Dans le débat, Marie Cartier a souligné combien la notion de "classes populaires" est à la fois familière et perturbante. Deux ouvrages précurseurs ont contribué à promouvoir "les classes populaires" contre l'ouvriérisme : La culture du pauvre de Richard Hoggart, une ethnographie de la culture populaire (1970), et La distinction de Pierre Bourdieu, publié en 1979, traitant, entre autres, de l'habitus populaire dans l'espace des styles de vie.

Marie Cartier a évoqué également Michel Verret, sociologue nantais créateur du LERSCO (Laboratoire d'études et de recherches sociologiques sur la classe ouvrière) et son grand tryptique sur les ouvriers : L'espace ouvrier (1979), Le travail ouvrier (1982), et La culture ouvrière (1988). La sociologie académique contemporaine se réfère selon elle davantage à Weber ou à Bourdieu qu'à Marx, ce dernier ne figurant d'ailleurs pas dans l'index des auteurs de l'ouvrage. Elle a rendu cependant hommage, par deux fois, aux "ouvrages historiques" de Marx (allusion aux "Luttes de classes en France" et au "18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte"), rappelant, au passage, la distinction introduite par lui, toujours utile, entre "classe en soi" et "classe pour soi", mais qui ne vaut guère pour les classes populaires contemporaines. Dans les enquêtes questionnant le sentiment d'appartenance à des groupes sociaux, c'est plutôt aux classes moyennes que la plupart des individus s'identifient, qu'ils soient cadres, employés ou même ouvriers. Véritable déni d'identité sociale et obstacle réel à une remobilisation socio-politique pour soi-même.

Marie Cartier et alii, **Sociologie des classes populaires contemporaines, Coll. U, A.Colin,** 2015, 363 p., 34 €.

Jean-Yves MARTIN

Le chiffre

23 milliards d'euros cumulés, c'est le chiffre de la baisse drastique de la dotation globale de fonctionnement entre 2014 et 2015 à laquelle, il faut ajouter de nouvelles depenses obligatoires non compensées. C'est donc toujours moins pour les services publics de proximité.

La phrase

« C'est faux et nous démentons formellement »
Les proches de Christiant Eckert démettant la rumeur de la fin des baisses de dotation globale de fonctionnement aux collectivités… Nouvelles annonces lors du Congrès des Maires de juin? (Gazette des communes -24/03/2016).

Au cœur des collectivités

Conseil Communautaire de la CARENE du 29 mars

Budget 2016 et contournement de Donges

Voté le 29 mars, le Budget primitif pour 2016 de la CARENE s'élève à 146 millions d'euros contre 140 l'année passée. Pour les élus communistes et républicains, cela marque l'accompagnement de la dynamique du territoire et de la population…

Dynamique qui aurait pu être davantage confortée sans les baisses des transferts de l'État qui représentent une perte de 1,3 millions d'euros. En tout, sur 7 ans, les dotations baisseraient de 7 millions d'euros… Pour les élus communistes : « les baisses successives de dotations actent le manque de solidarité de l'État envers les politiques de service public de proximité ». Cependant, les recettes seraient en hausse. Sur l'augmentation des dépenses, Sabine Mahé, élue communautaire de Trignac, estime qu'elles sont cohérentes avec les compétences nouvelles assumées par l'intercommunalité et respectent la règle que « **que chaque euro engagé pour la dépense publique soit économiquement et socialement utile, écologiquement responsable** ». Règle qu'elle souhaiterait voir appliquer aux « dizaines de milliards d'aides et de subventions accordées chaque année, sans contrôle, sans contreparties, aux entreprises ».

Concernant le personnel, les élus communistes notent que le dégel du point d'indice vient mettre un terme à 6 ans de stagnation : « **cette augmentation permettra d'injecter 2,4 milliards d'euros dans l'activité économique réelle car les 5,4 millions d'agents de la fonction publique n'utiliseront pas cette augmentation pour faire des placements en bourse ou la diriger vers des paradis fiscaux** ». Le budget présenté, avec les investissements liés au projet d'agglomération 2016-2022, est la traduction de la volonté de la majorité de développer des politiques publiques fortes en faveur des habitants des territoires : mobilité, logement social, développement économique, transition écologique.

Autre sujet majeur : le contournement ferroviaire de la raffinerie de Donges. Le projet est destiné à réduire l'exposition aux risques industriels, à pérenniser les activités industrielles et améliorer la desserte ferroviaire. Deux variantes étaient possibles : la variante sud, qui devait placer le chemin de fer juste au sud de la RD 100 mais qui oblige à retracer cette route et la variante nord, où le chemin de fer est placé juste au nord de la RD 100, entraînant le déménagement de certaines entreprises. C'est ce dernier scénario qui a été choisi. D'où la revendication des élus communistes pour trouver des solutions afin de garder sur la commune ces activités qui sont souvent liées à la raffinerie et aussi sur l'opportunité d'étudier une déviation pour les poids lourds. Enfin, interrogation : les études environnementales, porteront-elles aussi sur l'évacuation des eaux de la Brière.

Conseil Municipal de Saint-Nazaire

Le Budget 2016 répond-il aux besoins des Nazairien-nes ?

C'est la question que se pose Yvon Renevot. L'élu communiste apporte des éléments de réponse: les taux d'imposition sont maintenus pour 2016. Le budget communal culmine à 163,7 millions d'euros bien que les recettes et dépenses de fonctionnement diminuent de 600 000 euros, baisse plus que compensée par 3,45 millions d'euros d'investissements supplémentaires. Sur ces investissements, les élus communistes notent la livraison de deux gymnases, de la salle de l'Alerte à Méan, les enveloppes importantes concernant le social, le patrimoine culturel, les écoles ou encore l'accompagnement au logement.

Ce budget prévoit aussi des actions dans le cadre du projet stratégique 2016-2022, à l'image de la participation de la jeunesse devant déboucher sur la présentation d'une esquisse de projet cadre pour la jeunesse.

La réponse à la question posée est donc oui, car selon les élus communistes « **le budget présenté est la traduction de notre volonté du développement de politiques publiques fortes en faveur des habitants de notre ville : petite enfance, éducation, solidarité, jeunesse, actions culturelles et sportives, prévention, tranquillité publique, sécurité, développement durable, actions en faveur du commerce** ».

Conseil municipal de Nantes du 1er avril

Une ville en pointe contre les discriminations et pour le dialogue citoyen

Association luttant contre les discriminations envers les homosexuels, l'Autre Cercle propose la signature d'une charte d'engagement visant à créer un environnement inclusif pour les employés LGBT, veiller à l'égalité de droits et de traitement et de soutenir les personnes victimes de propos ou d'actes discriminants. Nantes a décidé de signer cette charte, l'occasion pour le groupe communiste de rappeler que 58 % des salariés LGBT cachent leur orientation car craignant des conséquences néfastes.
Le vivre-ensemble, c'est la cohabitation de toutes et tous. Mais il faut créer les conditions nécessaires concernant les migrants et l'intégration au travers de nombreuses initiatives. Cependant les élus communistes regrettent la division par 2 en France depuis 2000 des subventions pour les associations œuvrant dans ce champ et la promesse non tenue du vote des résidents étrangers aux élections locales.
Après avoir rappelé l'opposition à la loi « Travail », Aymeric Seassau a rappelé ce qu'est l'enjeu du Dialogue citoyen à Nantes lors du rapport d'étape : « Les institutions [...] renvoient pour l'essentiel à une démarche délégataire, il faut convaincre les habitants de la sincérité, mais aussi convaincre des élu-e-s de l'efficacité de la démarche. Conseils de quartiers, Conseils thématiques, fabrique des politiques publiques, permettent la mise en œuvre d'une pratique de la démocratie participative rénovée ».

Près de vous

Saint-Nazaire : petit rappel des positions de la droite

Lors d'une délibération portant cession de terrain en vue de constructions de logements, le 26 mars, Nicolas Carrey rappelle la position ambiguë de la droite pour garantir la « meilleure intégration », ne pas dépasser les 10-15 % de défavorisés dans les quartiers… une position dans la ligne des levées de boucliers des privilégiés du XVIème arrondissement de Paris… L'élu communiste rappelle : « Notre devoir le plus élémentaire est de porter assistance aux personnes isolées et aux familles démunies, de les aider à se remettre sur pied, de les accompagner dans un parcours d'insertion et d'autonomie ».

Les ambiguïtés du Fonds de soutien à l'investissement public local

Pour les élus communistes nazairiens, la création de ce fonds d'un milliards d'euros confirme les analyses sur l'importance des collectivités dans l'économie nationale. Les élus communistes de Saint-Herblain, eux, mettent en parallèle le montant de ce fonds et la baisse des dotations de l'État, très loin d'être compensée.

Saint-Malo de Guersac : abstention sur le budget

Après avoir insisté sur la situation sociale intolérable de nombres de nos concitoyens et malgré la baisse des dotations de l'État, les élus communistes Malouins se sont abstenus sur le budget 2016 en raison de l'augmentation des taux d'imposition. En effet, ils considèrent qu'il s'agissait d'un point de programme incontournable et qu'une autre stratégie financière était possible.

Nantes crée un pôle de proximité pour sa police municipale

Compte tenu de l'efficacité très relative de la vidéo-protection et du rôle de lien social qu'à la police municipale, la Ville de Nantes met en place un pôle de proximité pour sa police municipale. Objectifs : présence visible et préventive, traitement individualisé des dossiers, gestion de l'espace public, stationnement, lutte contre le bruit, respect des arrêtés municipaux. Création soutenue par les élus communistes tout en rappelant qu'entre Police Municipale et Nationale les missions ne sont pas les mêmes.

Saint-Herblain : des préoccupations sur le PLUM

Saint-Herblain a tenu à faire contribution au Plan Local d'Urbanisme Métropolitain et les élus communistes également lors du Conseil du premier avril. Quelques préoccupations : penser l'après Laënnec (hôpital qui sera transféré au CHU), prendre en compte les véhicules individuels indispensables à beaucoup d'habitants de la périphérie, affiner les limites de la mixité fonctionnelle (résidentiel – économique – services).

Jeunes Communistes

La jeunesse nantaise toujours dans la lutte !

En février dernier, le gouvernement présentait son projet de réforme du droit du travail, qui opère une casse de l'ensemble des acquis sociaux depuis la promulgation du Code du travail en 1910.

À l'annonce d'un futur conseil des ministres devant se réunir le 24 mars afin de statuer sur cette proposition de loi, les organisations de jeunesse ainsi que les syndicats ont appelé à manifester leur opposition à cet affront du gouvernement. Ce code n'offrant que plus de précarité à une jeunesse déjà largement dénigrée par ses pairs. L'U.N.E.F. ainsi que le M.J.S. se sont eux aussi ralliés aux opposants de cette loi et maintiennent leur point de vue !

Peu après la première manifestation, les syndicats réformistes (CFDT, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FAGE) demandaient une renégociation du projet. Le 12 mars, ils n'ont pas réuni plus de 1000 manifestants sur toute la France. Pourtant c'est eux qui ont été entendus !

Le 14 Mars, la C.F.D.T déclare sur son site officiel, avoir obtenu 5 de ses revendications principales et donc se retirer des syndicats s'opposant à ce projet de loi. Deux semaines plus tard, le 31, la C.F.T.C déclare : « soutenir un certain nombre de points, ne pas être en faveur du retrait de cette loi même si elle conteste un certain nombre d'amendements »

Mais pour le reste de la France, aucune négociation n'est possible, il faut retirer ce texte en totale incohérence avec la réalité du marché du travail.
Le nombre de manifestants présents sur ces quatre journées de mobilisations en étant la preuve.
Le 9 mars, a réuni près de 500 000 manifestants, 150 000 le 17 et autant le 24 avec des cortèges composés majoritairement de jeunes, le 31 c'est plus de 1,2 millions de français qui ont battu le pavé contre cette réforme injuste. Les syndicats, forts de ces mobilisations sont déçus que le gouvernement ne recule toujours pas et ont décidé d'appeler à deux nouvelles journées de mobilisation les 5 et 9 avril.

Le gouvernement sourd aux revendications des jeunes, ne fait qu'amplifier la répression policière. A chaque manif, les jeunes font les frais de l'arsenal de la police, gaz lacrymogène, flash ball, coups de matraques et jets de grenades.

En réponse à l'inflexibilité du gouvernement, à Paris et dans d'autres grandes villes de France, ont eu lieu des « Nuits debout » pour montrer la détermination des manifestants à faire échec à cette loi.

Espérons que ce projet suive le chemin de la nauséabonde déchéance de nationalité.

Florian DEBRET

Super Pif et sa drôle de bande

Pif fait son 3ème retour avec un numéro disponible dans les kiosques et à la fédération PCF de Loire-Atlantique depuis le 30 mars avec son gadget.
Cette nouvelle édition au prix de 6,50 € est l'occasion de **faire découvrir aux enfants de toutes les générations**, l'esprit d'un magazine unique en son genre qui porte des valeurs d'ouverture sur le monde et de partage.

La souscription continue ! 12 000 euros

Au mois de janvier, la fédération de Loire-Atlantique du PCF lançait une grande souscription départementale.
A ce jour, 12 000 € ont été récoltés ! Au total ce sont près d'une centaine d'adhérents, de sympathisants et d'organisations locales du PCF qui se sont mobilisés pour faire face aux difficultés financières de la fédération et permettre au PCF d'avoir les moyens financiers de ses ambitions politiques. La mobilisation continue ! Il nous faut poursuivre les efforts et continuer à proposer aux communistes, à leurs proches, leurs collègues, aux sympathisants, la souscription départementale. Il n'y a pas de petits dons, chaque euro versé à l'Association départementale de financement permettra à la fédération et aux sections du PCF de maintenir leur activité au service de la bataille d'idées contre le capitalisme. Chaque euro versé permettra au PCF de tenir des initiatives et des événements qui le font rayonner : débats et rencontres politiques, fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, fête de l'Humanité… Pour toutes ces raisons, la grande souscription départementale est indispensable. Elle nous permettra d'affronter l'avenir et de réussir nos batailles politiques. **Pour rappel, les dons à l'Association départementale de financement du PCF donnent droit à une déduction d'impôts (66%).**

ILS ONT PARTICIPÉ A LA SOUSCRIPTION :

AMISSE Maurice, ARTEAUD Marielle, AUBE Michel, AUSSANT Claude et Ginette, BERNIER Aline, BERTU Patrick, BONNET Christian, BONTEMPS Chantal et Gilles, BOURSICOT Josette, BOY Marguerite, BUTTARD Aimé, CARDENAS René, CHAMPEAU Pierre, CHENEAU Yannick et Jeannine, CHIROKOFF Alexis, COLOU Bernard, COMBAUD Pierre, COTTENCEAU Gérard et Marie Claude, COUVEZ Eric, DANET Laurence, DENECHERE Antoine, DERRIEN Gérard, DIVAY Pascal, DIVET Alain, DRUAIS Ange, DRUAIS Maurice, DUGUY Henri, EVAIN Jacqueline, FAROUX Muriel, FLOQUET RICA Isabelle, FOURE Joel, GADET Pierre, GARCON René, GODARD Françoise, GRAVOILLE Catherine, GREE Michel, GRESSUS Henri, GROLLIER Jean, GUILLE Marcel et Marie Jeanne, HAUMONT Franck, HUCHET Isabelle, JOUAN Patrick, JOUATTE Claire, JOURNOUD Mélissa, LAIDI Michel, LE BRENN Marthe, LE CŒUR Jacques, LE CORRE Jean Louis, LELOUP Michel et Ghislaine, LETRANGE Bernard et Thérèse, LEVENEUR Françoise, LUCAS Michel, MAHE Véronique, MAIA Pedro, MAILLARD Aline, MAISONNEUVE Emilia, MARCHAND Guy, MERCIER Jean-Luc, MOYSAN Henri, PABOIS Anna, PINAULT Yves, PLOQUIN Yolande, RABEL Paul, RAIMBAULT Emile, RENEVOT Yvon, RICA Michel, RIOU Pierre, ROBERT Paul et Pascale, ROLLAND Robert, ROUSSEAU Alice et Jacques, SALECROIX Robin, SANZ Dominique, SEASSAU Aymeric, SYLVESTRE Georges, TROUILLARD Jannine, TURMEAU Jérome, DIVAY Pascal, AUBE Michel,PICARDA Anne, PICARDA René, Section Presqu'Ile, Section St-Herblain, Section Pays de Retz, LEO Joel, SAUPIN Michelle, BONNAUD LEPLAINE Brigitte.

«Nouvelles de Loire-Atlantique»
Directeur de la Publication :
Jérome TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imrimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction :
Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA
Robin SALECROIX
Gauthier LORTHIOIS
André MAURICE

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :……PRENOM :……

ADRESSE :……

TEL:…… EMAIL:……

❒ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
❒ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de ……€
Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES